« VIVE LE QUÉBEC LIBRE » À 50 ANS : L'ESSOR ET LE DÉCLIN DU MOUVEMENT INDÉPENDANTISTE AU QUÉBEC, 1967-2017

JACK JEDWAB

Jack Jedwab est président de l'Association d'études canadiennes et de l'Institut canadien des identités et des migrations. Titulaire d'un doctorat En histoire canadienne de l'Université Concordia, il a enseigné à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université McGill. Il a donné des cours sur l'histoire de l'immigration au Québec, sur les minorités ethniques au Québec, sur les minorités de langue officielle au Canada et sur le sport au Canada. Il a également rédigé des essais pour des livres, des journaux et des journaux à travers le pays, en plus d'être l'auteur de diverses publications et rapports gouvernementaux sur des questions d'immigration, de multiculturalisme, de droits de la personne et de langues officielles.

Le 24 juillet 1967, lors d'une visite d'État à l'Expo 1967, le président de la République française, Charles De Gaulle, proclame : « Vive le Québec libre » depuis le balcon de la mairie de Montréal. Avec cette déclaration, il a donné de la crédibilité au mouvement indépendantiste du Québec en plein essor à un moment charnière dans l'histoire du pays. Aux yeux du gouvernement du Canada, les propos de De Gaulle représentaient une double insulte étant donné la raison de la visite officielle du président au pays, la célébration de son 100e anniversaire. Ses paroles ont certainement mis un frein à l'ambiance festive dans le reste du Canada. À travers toutes les célébrations de 1967, la classe politique se préoccupait beaucoup de l'état fragile de la relation entre les Canadiens anglais et français. Le premier ministre du Canada, Lester Pearson, faisait preuve de beaucoup de prudence lorsqu'il parlait du Québec dans le contexte des festivités du centenaire et il limitait généralement ses remarques publiques sur le Québec à l'importante contribution de la population française à l'édification du Canada.

On peut comprendre que les remarques de De Gaulle aient été considérées préjudiciables par ceux qui espéraient faire du centenaire une occasion de promouvoir l'unité alors si nécessaire entre les Canadiens anglais et français. Une cinquantaine d'années plus tard, le débat continue à savoir si les propos de De Gaulle étaient un effort délibéré pour soutenir le mouvement indépendantiste ou s'il a simplement été emporté par la foule exubérante qui est venu l'entendre à l'Hôtel de Ville. Depuis lors, aucun argument convaincant d'un côté comme de l'autre n'a altéré le sens et l'intention perçus du discours désormais célèbre. Les souverainistes

québécois, assez vieux pour se souvenir de l'événement, se rappelleront inévitablement de De Gaulle comme un champion de la cause de l'indépendance du Québec.

La réaction du gouvernement du Canada face aux remarques de De Gaulle a été assez rapide. Son intervention a été décrite comme un empiétement hostile dans les affaires intérieures du Canada par un chef de gouvernement étranger. Le ministre fédéral de la Justice (et futur premier ministre du pays) Pierre-Elliot Trudeau a insisté sur le fait que si un premier ministre canadien avait crié publiquement « la Bretagne aux Bretons », la réaction en France aurait été tout aussi négative. De Gaulle commentera quelques années plus tard que « Nous n'avons aucune concession, ni même aucune amabilité, à faire à M. Trudeau, qui est l'adversaire de la chose française au Canada ».

La réponse de René Lévesque était loin d'être sympathique à De Gaulle. Avant de devenir le leader emblématique du mouvement indépendantiste du Québec, Lévesque était un homme politique québécois de premier plan au sein du parti libéral du Québec. On dit que Lévesque avait été estomaqué par les remarques de De Gaulle et a insisté sur le fait que les Québécois n'avaient pas besoin que la France leur dise quoi faire[1].

Comme en témoignent la plupart des médias nationaux, le tumulte diplomatique qui a suivi cette déclaration a conduit De Gaulle à écourter sa visite au Canada. Le lendemain de son discours, De Gaulle a visité l'Expo 67 et assisté à un banquet au pavillon français. Au lieu de poursuivre sa visite à Ottawa pour rencontrer le premier ministre Lester Pearson, il a choisi de retourner en France. La fin des années soixante en contexte

Les années 1960 ont été marquées par de grandes tensions dans la relation entre le Québec et le reste du Canada, et plus précisément entre Canadiens français et Canadiens anglais. Dans le cadre d'un sondage Gallup en septembre 1967, 42% des Canadiens estimaient que les relations entre les anglophones et les francophones s'étaient détériorées au cours des cinq dernières années, alors que 30% estimaient qu'elles s'étaient améliorées. Un sondage Gallup mené en janvier 1967 avait juste avant révélé que la grande majorité des Canadiens anglais estimaient que la population francophone du Canada était bien traitée dans le milieu des affaires et dans la fonction publique (sondage Gallup canadien # 322, janvier 1967). Pourtant, à la fin des années 1960, le pourcentage de francophones dans la fonction publique du Canada était bien inférieur à la proportion de francophones dans l'ensemble de la population du pays. Depuis ce temps par contre, la proportion de francophones dans la fonction publique fédérale est passée d'environ 20% en 1964 à près de 30% au début du 21e siècle, ce qui est nettement supérieur à la proportion de francophones dans la population canadienne. La représentation des francophones à des postes de direction dans la fonction publique fédérale est passée de 10,4% en 1964 à 18% en 1978 et à 30% en 2007[2].

Dans cette période, le revenu des Canadiens français était considérablement inférieur à celui des

1 www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/504073/vive-le-quebec-libre

2 Annual Report on Official Languages 2006-2007. Treasury Board of Canada Secretariat. 2009-02-10)

Canadiens anglais. Toutefois, la situation économique de la population francophone du Québec s'est considérablement améliorée dans les années 1990 et les données de 2016 de Statistique Canada sur le revenu ont révélé que le revenu médian annuel des francophones du Québec est maintenant plus élevé que celui des anglophones de la province. Ceci dit, un sentiment de mécontentement existait toujours chez les Québécois francophones, dans les années 90, face aux différentes injustices historiques. Les Québécois continuaient d'avoir le sentiment, largement partagé, que les Canadiens anglais refusaient de reconnaître la position unique de la langue française au Canada. Le sentiment d'amertume ressenti par de nombreux francophones québécois a permis au mouvement indépendantiste d'obtenir suffisamment de soutien pour produire le résultat très serré du référendum de 1995 sur la souveraineté du Québec.

LE QUÉBEC ET LE CANADA : 50 ANS PLUS TARD

Le niveau d'intérêt varié du public canadien était à peu près semblable pour les célébrations des 100e et 150e anniversaires du pays. Les sondages menés en 2017 révèlent que les francophones du Québec étaient beaucoup moins intéressés par les commémorations du 150e anniversaire que les autres Canadiens. Moins d'un francophone sur dix au Québec a indiqué qu'il était « très intéressé » par le 150e anniversaire et un francophone sur trois s'est dit « plutôt intéressé ». Lorsqu'interrogés sur leur participation aux événements du 150e anniversaire, les francophones du Québec étaient peu intéressés à le faire.

TABLEAU 1

À QUEL POINT VOUS SERIEZ-VOUS INTÉRESSÉ (E) À PARTICIPER AU 150E ANNIVERSAIRE DU CANADA ? / À L'ANNÉE DU CENTENAIRE DU CANADA	SONDAGE LÉGER 2017	SONDAGE GALLUP 1967
TRÈS INTÉRESSÉ	24%	32%
PLUTÔT INTÉRESSÉ	48%	36%
PAS INTÉRESSÉ	23%	32%
NE SAIS PAS / NE SOUHAITE PAS RÉPONDRE	4%	0%

En termes de la relation entre anglophones et francophones, le sondage de 2017 laisse entrevoir une amélioration de sa perception. En effet, un plus grand nombre de Canadiens considèrent que la relation s'est améliorée plutôt qu'empirée, ce qui contraste fortement avec les résultats d'une question similaire posée en 1967. Ainsi, ces résultats viennent à l'encontre de tout argument nostalgique parlant d'une époque passée où la relation entre Canadiens français et Canadiens anglais était plus stable. En effet, environ 50% des francophones interrogés en 2017 soutiennent que la relation s'est améliorée et moins d'un sur cinq soutient qu'elle s'est empirée.

TABLEAU 2

PENSEZ-VOUS QU'AUJOURD'HUI, LA RELATION ENTRE LES CANADIENS ANGLOPHONES ET FRANCOPHONES EST MEILLEURE OU PIRE QU'ELLE NE L'ÉTAIT IL Y A CINQ ANS ?	2017	1967
MIEUX	46%	30%
PIRE	18%	42%
NE SAIS PAS/LA MÊME	37%	28%

Source : Sondage canadien Gallup #325 (septembre 1967), et sondage Leger Marketing pour le compte de l'Association d'études canadiennes (2017)

Une cinquantaine d'années et deux référendums ratés plus tard, le mouvement indépendantiste du Québec stagne. Son leadership actuel semble incapable de convaincre suffisamment de Québécois de la nécessité de se séparer du Canada. Ce n'est pas nécessairement à cause de la qualité des individus qui sont actuellement à la tête du mouvement mais plutôt l'évolution de la situation économique et politique des francophones au Québec et ailleurs au Canada. Comme le révèle le tableau ci-dessous, moins d'un Canadien sur dix qualifie l'enthousiasme des Québécois pour l'indépendance comme étant « très fort », une différence significative par rapport aux résultats de 1967. Tout de même un Canadien sur trois estime que le désir des Québécois de se séparer est « plutôt fort ». Pourtant, seulement 3% des Québécois soutiennent que le désir des Québécois de se séparer est « très fort » et 20% estiment qu'il est « plutôt fort ».

TABLEAU 3

COMMENT ÉVALUEZ-VOUS LE NIVEAU D'ENTHOUSIASME POUR LA SOUVERAINETÉ CHEZ LES HABITANTS DE LA PROVINCE DU QUÉBEC - TRÈS FORT, PLUTÔT FORT OU PLUTÔT FAIBLE ?	SONDAGE LEGER 2017	SONDAGE GALLUP 1967	SONDAGE LEGER 2017, AVEC REDISTRIBUTION DU « NE SAIS PAS »
TRÈS FORT	8%	20%	9%
PLUTÔT FORT	29%	21%	35%
PLUTÔT FAIBLE	48%	59%	56%
NE SAIS PAS	16%	-	-

Source : De Gaulle : la suite

L'intervention de De Gaulle a contribué à changer la façon dont les souverainistes, et d'autres Québécois, percevaient la relation de la province avec la France. Le pays est devenu un allié potentiel du mouvement indépendantiste du Québec. Pour Robin Gendron, la visite de De Gaulle en 1967 fut

sans doute l'événement marquant du rapprochement France-Québec des années 1960. Il qualifie le discours de de Gaulle de « point culminant symbolique de l'intérêt renouvelé de la France pour le Québec et du développement national et culturel du peuple canadien-français après deux siècles de négligence relative ».

Gendron ajoute que « … le consensus académique actuel sur les relations franco-québécoises dans les années 1960 affirme que De Gaulle, et à travers lui le gouvernement et l'État français, a cru fermement au droit du Québec à l'indépendance nationale au début des années 1960 et qu'il était convaincu que la France se devait de soutenir le Québec en raison des liens historiques et culturels et du sentiment de sympathie qui liaient la France au Québec. »

Au lendemain de l'effondrement de l'empire colonial français, certains observateurs ont affirmé que De Gaulle et la France se sont transformés en champions de la décolonisation pour les peuples qui étaient encore colonisés, en particulier les Québécois. L'idée que la France a embrassé une telle mission est, selon Gendron, hautement discutable, sinon manifestement incorrecte. En fait, les seules aspirations nationales qui importaient intrinsèquement à De Gaulle et à l'État français étaient celles de la France elle-même, comme le démontre un examen même superficiel de l'attitude du gouvernement envers un autre mouvement « nationaliste » émergeant dans l'un des territoires coloniaux de la France, celui de la Nouvelle-Calédonie.

Il est à noter que dans les années suivant son célèbre discours, De Gaulle n'a pas réitéré son soutien pour un Québec indépendant, et n'a encouragé aucun de ses successeurs politiques à le faire. Par conséquent, aucun président français depuis De Gaulle n'a accordé un tel appui au mouvement de souveraineté du Québec. En 2008, au milieu de la crise financière mondiale, le président français Nicolas Sarkozy a déclaré que « le monde a besoin d'un Canada fort et uni qui puisse assumer un rôle de leadership. » Il a décrit le Canada comme un allié de la France et a ajouté que « … s'il quelqu'un me dit que dans le monde d'aujourd'hui, nous avons besoin de plus de division, nous ne voyons pas le monde de la même façon[3] », À en juger par sa première interaction avec le premier ministre Justin Trudeau, il ne semble pas que le président français actuel, Emmanuel Macron, voie les choses différemment.

CONCLUSION

Lorsque De Gaulle a fait sa fameuse déclaration, les francophones du Québec et d'ailleurs au Canada faisaient face à des inégalités économiques considérables et étaient gravement sous-représentés dans la fonction publique fédérale. Cela a radicalement changé au tournant du siècle. Les idées issues du contexte des années soixante qui permettaient de formuler l'indépendance du Québec comme une forme de décolonisation sont aujourd'hui très difficiles à vendre. En effet, les griefs historiques qui définissaient traditionnellement le mouvement de souveraineté n'ont plus la même résonance pour la plupart des francophones du Québec et encore moins pour la jeune génération. Collectivement, les francophones du Québec ne sont plus confrontés au genre d'obstacles et d'iniquités qu'ils ont connus dans les années 1960 et, pour beaucoup, le ressen-

3 http://www.cbc.ca/news/canada/montreal/sarkozy-calls-for-unity-strength-in-canada-1.703066

timent envers les autres Canadiens semble être un souvenir lointain. La jeune génération de Québécois aura certainement plus de mal à se sentir interpellée par De Gaulle et son message, et ce même s'ils ont pu participer à la récente commémoration du cinquantième anniversaire de « Vive le Québec Libre ».